

ENJEU SÉCURITÉ - Justice : la spirale négative (1)

En préambule, ceci :

- LA JUSTICE est la clé de voute de toute vie en société ; pas de demi-mesure : c'est soit la loi nationale, soit celle de la jungle.

- Tous les faits et chiffres énoncés ci-après proviennent de sources ministérielles, judiciaires, syndicales, ou de la Cour des comptes. Ils ont tous été vérifiés et avérés.

Début 2025, aux rentrées solennelles des Cours, notamment de celles, cruciales, de Paris et Marseille, voici le diagnostic des (forts mesurés) procureurs généraux : "Embolie judiciaire... délais irréalistes... système au bord de l'implosion... évolution catastrophique... imminence du point de rupture... déraison judiciaire...". Amer, un haut magistrat souligne que la France consacre à sa justice (par habitant) la moitié de ce que dépense l'Allemagne ; un tiers, pour la Suisse.

Mais précisément, quel drame vit aujourd'hui la justice ?

La criminologie permet d'aller plus loin que les effets d'annonce médiatiques-politiques ; d'apporter une réponse, que voici :

- d'abord les maux fondamentaux de l'appareil judiciaire et pénitentiaire, sous forme d'un glossaire raisonné,

- ensuite, (*la semaine prochaine*), les conséquences précises et détaillées du présent désastre pour les Français.

DÉTENUS (*pénitentiaire*) - ± 62 000 places réelles dans nos 187 prisons, pour ± 82 000 détenus. Dans ces prisons, ± 19 000 étrangers (près d'1/4 des incarcérés) ; (fin 2024) ± 3 070 issus de l'Union européenne, ± 16 800 du reste du monde ; surtout, de l'Afrique. Près de 700 : nationalité inconnue. Français ou étrangers, ± 1/4 des détenus souffrent de troubles psychiatriques.

DRONES (*pénitentiaire*) - De 2021 à 2023, les signalements de survol par drone explosent de + 750% ; ce serait pire encore en 2024. Début 2025, la livraison d'un colis par drone en prison coûte environ 500€ ; Seules 47 prisons sont équipées d'un dispositif anti-drone ; à 90% inefficace, il coûte cependant 15 millions d'euros/an. Installés par exemple en 2024, ces systèmes sont souvent inopérants en 2025, faute de (fréquentes) mises à jour.

En outre, ces dispositifs ne brouillent, ni les drones achetés à l'étranger (Chine, États-Unis, etc.), ni ceux de la dernière génération ; enfin, ces derniers peuvent désormais se piloter de loin, à plus d'1 km de la prison.

ÉVALUATIONS (*judiciaire*) - peu et mal dans la justice, dit la Cour des comptes en mars 2025 : "Le bracelet électronique en tant que peine n'a pu être mesuré, faute de données disponibles". Il y a quand même, fin 2024, $\pm 18\ 000$ individus sous bracelet en France...

EXTRACTIONS *judiciaires* : escorter les détenus hors de prison est crucial : la procédure pénale impose des délais précis ; tout échec ou cafouillage fait libérer des individus dangereux. Or ces transferts de masse sont mal gérés, faute de crédits : sur les ressorts de Paris-Versailles, $\pm 35\ 000$ extractions en 2024, ± 137 par jour ouvrable ; plus les mesures spéciales pour les plus dangereux. Sur le ressort de Marseille, de 2024 à 2025, le nombre d'individus relevant du crime organisé bondit de + 19% (de 700 à 830). France entière : ces "escortes renforcées" concernent ± 500 individus (terrorisme, crime organisé ; ± 200 avant la tuerie, lors de l'évasion de Mohamed Amra).

GAUCHISME *judiciaire* - Alternative à la détention chérie, de Badinter à Dupond-Moretti, le Travail d'Intérêt Général (TIG, $\pm 22\ 000$ infligés en 2024) est carbonisé début 2025 par la Cour des comptes : après cinq ans, le taux de récidive des TIG équivaut aux peines fermes ($\pm 60\%$). La mise à exécution d'un TIG (d'usage, environ cent jours effectifs) est de ... 480 jours (16 mois). Enfin, les encadrants de ces TIG, les "Conseillers d'Insertion et de Probation", CIP, ont chacun environ 66 dossiers à traiter. Les TIG vont d'usage à des jeunes perturbés et difficiles, à surveiller comme le lait sur le feu. Imagine-t-on un instituteur avec ... 66 enfants remuants ?

MINEURS *en prison* - En France, 6 Établissements Pénitentiaires pour Mineurs (EPM) ; dans celui de Marseille, quelque 50 jeunes de 13 à 17 ans, les plus âgés, déjà malfaiteurs endurcis : viols... trafics de stupéfiants... Homicides. De plus, hostiles à toute réinsertion et, disent les surveillants, "capables de tout". Dans cet EPM, 50 surveillants et CIP prévus ; épuisement... dangers, à peine 10 sont présents dans l'EPM en réalité.

SURVEILLANTS (*pénitentiaire*) - "Les dealers gèrent les étages... ils connaissent nos identités, nos adresses et nos familles... À présent, 27 000 surveillants, il en manque 3 000... Corruption ? Un surveillant débutant gagne 1 400 €/mois". (*Sources syndicales*).

TÉLÉPHONES PORTABLES (*pénitentiaire*) - "Bataille perdue contre les portables... Ça entre de partout et tout le temps... On en a saisi 53 000 en 2023... Dans les 187 prisons, il y en a sans doute plus de 150 000" (*Sources syndicales*). ■